

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21522 - 79ÈME ANNÉE

La mobilisation s'amplifie dans la capitale

Européennes : « La Gauche unie pour le monde du travail » dans les rues de Saint-Denis grâce au PCR

Le 11 avril, la participation d'Ary Yée Chong Tchi Kan, candidat du PCR aux élections européennes, au meeting de lancement de la liste « La Gauche unie pour le monde du travail » a marqué l'amplification de la mobilisation des militants du PCR dans la campagne électorale. Dès le lendemain du meeting, les camarades de Saint-Denis notamment étaient sur le terrain pour distribuer des tracts et coller des affiches.

Depuis la fin de la semaine dernière, des affiches de la liste « La Gauche unie pour le monde du travail » commencent à embellir les rues de la capitale. Comme les autres camarades des Sections PCR de l'île, les militants de Saint-Denis ont reçu les affiches spécifiques à La Réunion pour ces élections européennes. Le candidat du PCR, Ary Yée Chong Tchi Kan, y est aux côtés de Léon Deffontaines, tête de liste de ce rassemblement de syndicalistes et de partis progressistes : PCF, PCR, PCM, PCG, Radicaux de Gauche, Gauche républicaine et socialiste et Engagement !

Les camarades de Saint-Denis sont passés à l'action à partir de ce vendredi.

Outre les affiches, ils ont également distribué le premier tract de la campagne.

« Rédiger un Projet qui traite les problèmes urgents »

Intitulé « Le 9 juin, c'est simple : je prends le bulletin Léon Deffontaines avec Ary Yée-Chong-Tchi-Kan », ce document indique que :

« Sur notre île de La Réunion, nous devons veiller à l'Unité du Peuple Réunionnais et préserver la sécurité pour Toutes et Tous sur le plan : sociale, alimentaire, énergétique, civile, civique, etc. Le Parti communiste Réunionnais est un grand contributeur à l'effort de réflexion. Par exemple, nous appelons à une grande ren-



contre entre Réunionnais pour rédiger un Projet qui traite les problèmes urgents et les autres sur 5, 10 ou 15 ans. Son application concrète sera discutée avec Paris et Bruxelles ». Le tract rappelle que c'est une idée de plus en plus partagée.

Partout dans l'île, les militants des sections PCR se mobilisent pour que « La Gauche unie pour le monde du travail » puisse faire le meilleur résultat et contribue à la victoire de la liste conduite par Léon Deffontaines.

Aide d'urgence face à la crise

800 colis alimentaires distribués à Saint-Denis par le CCAS grâce à l'engagement d'UNIR OI

Afin de faire face aux demandes toujours plus nombreuses d'accompagnement et de soutien, le CCAS de Saint-Denis s'entoure de partenaires désormais indispensables. En ce moment, l'association UNIR OI contribue à distribuer 800 colis dans tous les quartiers de la capitale réunionnaise.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Saint-Denis a annoncé la distribution en cours de 800 colis alimentaires dans tous les quartiers de la capitale réunionnaise, grâce à un partenariat avec l'Association UNIR OI dans le cadre de sa Caravane des Solidarités. À l'instar de la distribution qui a lieu ce mardi 16 avril, tous les élus dionysiens ont reçu cette association dans leur secteur pour une distribution de produits de premières nécessités.

« La période de confinement nous a forcé à inventer. Nous sommes revenus à la base de notre société du vivre ensemble réunionnais : la solidarité. Nous avons créé la caravane de la solidarité qui nous permet en ce moment de distribuer, au cœur des quartiers, ces colis en synergie avec le CCAS de Saint Denis », indique Mohammad Bhagatte directeur général d'UNIR OI. « Nous partageons avec le CCAS de Saint-Denis une vision des enjeux et des besoins des plus vénérables et d'aller à leur rencontre au plus près de leur domicile ».

Face aux défis socio-économiques persistants, le CCAS de Saint-Denis s'engage activement à soutenir les habitants les plus vulnérables. En 2023, le CCAS de Saint-Denis a distribué 7700 colis alimentaires.

Le CCAS ne peut à lui seul faire face à cette franche augmentation de personnes vulnérables. L'appui des grandes institutions des solidarités (l'État, le Conseil Départemental, etc.) est une vraie nécessité : elles doivent travailler en étroite coopération avec le CCAS. Souvent d'ailleurs, les CCAS sont le dernier recours des démunis avant de sombrer dans une pro-

fonde détresse.

« Nous devons faire preuve d'agilité et d'inventivité. Surtout, nous devons travailler à mettre en place des nouvelles synergies de solidarités avec le tissu associatif de notre territoire », précise David Belda, président délégué du CCAS de Saint-Denis.

« Dans cet esprit, la collaboration étroite avec des organisations locales telles que l'Association UNIR OI découle de notre schéma directeur de l'action sociale dionysienne. Travailler avec le tissu associatif c'est aussi faire de l'aller-vers. Ils ont une grande connaissance des personnes ».

Créée en 2014, l'association UNIR Océan Indien est née de la volonté d'un groupe de personnes prônant l'égalité pour une société plus juste et plus humaine. L'initiative conjointe entre le CCAS et l'Association UNIR OI témoigne de l'efficacité indispensable du travail collectif dans la lutte contre la grande pauvreté et notamment dans la précarité alimentaire.

« La solidarité doit être une chaîne. Cette distribution, effectuée par UNIR OI, est un exemple de maillage indispensable entre le CCAS, l'association paroissiale, et la municipalité. On dépasse les clivages ! » précise Gérard Françoise, élu du secteur Sainte-Clotilde.

Le CCAS de Saint-Denis salue l'Association UNIR OI pour son engagement inlassable envers le bien-être des dionysiennes et dionysiens. « Nous tenons également à remercier tous les bénévoles et partenaires impliqués dans cette grande solidarité. Leur générosité exemplaire a permis la concrétisation de cette belle action de lutte contre la précarité alimentaire d'envergure », tient à ajouter David Belda. « Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour un Saint-Denis où chacun peut accéder à des conditions de vie dignes et équitables », conclut le président délégué du CCAS de Saint-Denis.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

L'ONU Femmes fait un point détaillé sur des conséquences de six mois de bombardement par l'armée d'occupation de la Palestine

Gaza : plus de 10 000 femmes tuées et 19 000 orphelins à cause du colonialisme israélien

Ce 16 avril, ONU Femmes a publié sa dernière **Alerte Genre sur Gaza**. Six mois après le début de la guerre, 10 000 femmes palestiniennes ont été tuées à Gaza, dont environ 6 000 mères, laissant 19 000 enfants orphelins. Les femmes qui ont survécu aux bombardements et aux opérations terrestres israéliennes ont été déplacées, ont perdu leur mari et sont menacées par la famine. Cet impact différencié du conflit sur les femmes continue de faire de la guerre contre Gaza aussi une guerre contre les femmes.

La série « Alerte genre » élaborée par ONU Femmes sur Gaza offre une analyse détaillée de la réalité des femmes et des filles dans la bande de Gaza, documentant leurs conditions de vie abominables. L'Alerte genre publiée hier, intitulée « Scarcity and Fear » [Pénurie et peur], porte sur le manque d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), qui sont essentiels à la santé, à la dignité, à la sécurité et à l'intimité des femmes.

Crise alimentaire catastrophique

Plus d'un million de femmes et de filles palestiniennes à Gaza sont confrontées à une crise alimentaire catastrophique avec presque aucun accès à la nourriture, à l'eau potable, à des toilettes fonctionnelles ou à l'eau courante, ce qui met leur vie en danger. L'accès à l'eau potable est particulièrement crucial pour les mères qui allaitent et les femmes enceintes, dont les besoins quotidiens en eau et en calories sont plus importants. Il est également indispensable pour permettre aux femmes et aux filles de gérer leur hygiène menstruelle avec dignité et en toute sécurité. ONU Femmes estime que dix millions de serviettes hygiéniques jetables – ou quatre millions de serviettes hygiéniques réutilisables – sont nécessaires chaque mois pour couvrir les besoins de 690 000 femmes et filles à Gaza.

«À Gaza, nous [les femmes] ne pouvons pas satisfaire nos besoins les plus simples et les plus élémentaires : bien manger, boire de l'eau potable, accéder à des

toilettes, avoir des serviettes [hygiéniques], prendre une douche [...] changer de vêtements [...] » – une femme de Gaza.

« À ce jour, plus de dix mille femmes ont été tuées, dont environ six mille mères. Les femmes qui ont survécu aux bombardements souffrent quotidiennement de la faim et des maladies et vivent en permanence dans la peur. La guerre à Gaza est sans nul doute une guerre contre les femmes, qui paient un lourd tribut à un conflit dont elles ne sont pas responsables », a déclaré Susanne Mikhail, directrice régionale d'ONU Femmes pour les États arabes, lors d'un point presse à Genève.

Pour le respect de la résolution de l'ONU exigeant le cessez-le-feu

La paix est le seul moyen de mettre un terme à ces souffrances. ONU Femmes se joint aux appels à la mise en œuvre de la Résolution 2728 (2024) du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée le 25 mars 2024, qui exige un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la libération de tous les otages et un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire.

ONU Femmes travaille avec des organisations de femmes palestiniennes et des partenaires au sein des systèmes/espaces humanitaires pour défendre les droits et les besoins des femmes et des filles et pour fournir l'assistance requise de toute urgence. À Gaza, ONU Femmes a distribué de la nourriture, des couvertures, des vêtements d'hiver, du savon, des couches et des trousseaux d'hygiène à près de 100 000 femmes et à leurs familles. Des dizaines de milliers d'autres articles sont coincés depuis des semaines aux postes-frontière. Il ne s'agit là que d'une fraction de ce dont les femmes et les filles de Gaza ont besoin. Comme l'indiquent les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme qui s'est tenue récemment, les femmes et les filles doivent être au cœur de notre réponse humanitaire collective.

Oté

**Inn rézon anpliss pou nou alé dirékssion
noute otonomi alimentèr !**

Possib, néssèssèr é dann noute lintéré !

Mézami zot i koné tomate la bèss in pé é lo zour i tarde pa ni pé manz noute kari épi noute rogaye normal san priv anou dsi lo zépiss : kissoi tomate, kissoi piman, é toute lo trabléméman, kissoi zoignon...

Kissoi zoignon ? Kossa mi di la, lo pri zoignon la pa ariv ziska zorèye Justin ? Non lé ga, nou lé pa sour, nou lé pa avèg, ni lir zoinal konm toulmoune épi ni koné bien néna in problèm dsi zoignon. Ni sorte aprann sé arienk linportassion i sov anou é i paré l'Inde, noute pli gro fournisseurs, la blok léspportassion si tèlman néna in mank é ki di in mank di in pri k'i goumante.

In pé va di : déboul aou avèk oute lotonomi alimentèr astèr !.. Zistoman opliss i ariv bann kriz konmsa, opliss sa i ranfors anou kominiss rényoné dann lidé néna arienk lotosifizanss alimentèr pou sov anou. Sèryèzman lé ga noute bann plantèr lé kalifyé, noute bann téknissien la shanb i koné zot métyé, noute tèrè inn an parmi sak néna d'méyèr dsi la tèr. I rès arienk lo politik pou rante dan la danss.

Rante dan la danss koman ? Dabor i fo l'érope i konsidère anou konm partnèr é i arète pass anou kalpyé konm l'aprè pass anou é noute kamarade Elie la anparl sa pa pli loin ké dimansh dèrnyé. Lé pa bien sak Lérope i fé dann noute do, i fo i koz ossi avèk nou é pa arienk avèk noute bann konkiran. An pliss ké sa i fo lo méyèr formassion pou noute jenn é lo méyèr ékipman tropikalman adapté épi la roshèrch lé ga-san sa pa d'salu !

Alor m'a dir azot franshman shak foi néna in kriz dann noute aprovizyoneman par linportassion i ariv, sa i doi ankouraz anou dann noute shomin pou lotonomi alimentèr ; a kondission ké la kriz lé pri konm in kriz donk konm in lésion pou alé pliss an avan.

An atandan ni di é ni rodi, lotonomi alimentèr sa lé possib, é sa lé néssèssèr, é dann noute lintéré.

A bon antandèr salu !

Justin